

AVRIL 2021 · NO. 3

CONNEXION ICPA

Elise Bigley | Rédactrice

Comprendre les répercussions des politiques climatiques sur le secteur agroalimentaire

Alors que le monde entier réclame des politiques plus rigoureuses en matière de changements climatiques, on s'inquiète de plus en plus des répercussions des stratégies de tarification du carbone sur la compétitivité de la production agroalimentaire nationale. Si rien n'est fait, les importations en provenance de pays ayant des politiques climatiques beaucoup moins ambitieuses pourraient inonder le marché, ou pire, pousser les industries nationales à installer leur production ailleurs. Afin d'uniformiser les règles du jeu pour les producteurs nationaux, certains envisagent d'imposer des ajustements à la frontière pour le carbone, mais une telle politique est très complexe et a des conséquences imprévues sur les fuites de carbone et la sécurité alimentaire.

Le commentaire complet se poursuit à la page 4



Le Forum des grandes solutions

Le 20 mai | 11 h à 13 h (HE)

Inscrivez-vous dès aujourd'hui!

Événements à venir

<u>Le Forum des grandes solutions de l'ICPA</u>

Webinaire | 20 mai Inscrivez-vous dès aujourd'hui!



Quoi de neuf à l'ICPA

Le budget 2021 : Ce que cela signifie pour le système agroalimentaire canadien

Enregistrement du webinaire

Le commerce international et les changements climatiques

Enregistrement de la conférence

<u>La fasiabilité de petites usines</u> <u>locales de transformation de la</u> <u>viande aud Canada</u>

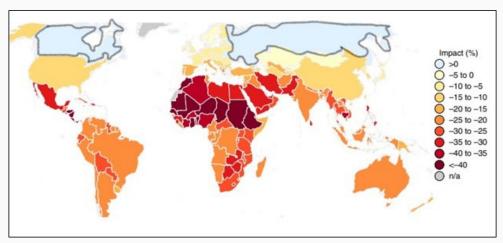
Rapport de l'ICPA

Plus et mieux avec moins : Intensification durable en agriculture

Enregistrement du webinaire

Un grand graphique

Le Canada et la Russie sont deux pays qui ont tiré profit des changements climatiques anthropiques pour accélérer la croissance de leur productivité agricole. Cependant, des pays plus chauds comme l'Afrique, l'Amérique centrale et l'Asie subissent des conséquences négatives. Cela renforce l'importance de lutter contre les changements climatiques et d'investir dans l'innovation pour continuer à stimuler la croissance de la productivité.



Source : Ariel Ortiz-Bobea, T.R Ault, C.M. Carillo, R.G. Chambers and D.B. Lobell. "Anthropogenic climate change has slowed global agricultural productivity growth". Nature Climate Change. Vol 11. April 2021. pp 306-312.

Nos lectures

En s'inspirant des dialogues que l'ICPA a organisés au cours de la dernière année qui mettaient l'accent sur la façon dont le secteur agricole et agroalimentaire canadien peut être plus résilient, durable et prospère à l'avenir, alors qu'il s'efforce d'aider à nourrir la population mondiale croissante tout en luttant contre les changements climatiques, il est devenu de plus en plus évident à quel point la croissance de la productivité sera déterminante pour la résilience future.

Pour être en mesure de produire plus et de produire mieux avec moins, l'agriculture canadienne doit stimuler la croissance de la productivité audelà des tendances historiques. Toutefois, comme nous le constatons dans cette étude récente publiée dans Nature Climate Change, par Ortiz-Bobea et coll. (2021), les changements climatiques anthropiques (CCA) ont



eu un effet néfaste sur la croissance de la productivité agricole, surtout dans les pays plus pauvres issus de régions plus dépendantes de l'agriculture et qui tendent à être plus chaudes (p. ex., l'Afrique, l'Amérique du Sud, l'Asie). Cela se produit malgré les améliorations technologiques qui ont été apportées.

Dans cette étude, les auteurs ont estimé l'effet des conditions météorologiques sur la productivité totale des facteurs agricoles (PTF) mondiaux en établissant un lien entre un modèle statistique de la PTF en agriculture et des modèles météorologiques avec et sans CCA. Ils ont constaté que les CCA ont réduit la productivité totale des facteurs agricoles mondiaux d'environ 21 % depuis 1961, un ralentissement qui équivaut à l'arrêt de la croissance de la PTF depuis 2013. Ils ont également constaté que l'agriculture mondiale est devenue plus vulnérable aux changements climatiques, ce qui confirme l'importance des efforts que les pays doivent faire pour réduire les émissions.

Pleins feux sur les dialogues sur le commerce international et les changements climatiques



Appuyer l'ICPA

Vous pouvez faire la différence... Songez à devenir partenaire de notre travail ou à l'appuyer par l'entremise de la Fondation de

l'agroalimentaire du Canada, un organisme de bienfaisance enregistré. Votre engagement est très important, car il est urgent d'intensifier nos efforts, étant donné que l'agriculture et l'agroalimentaire peuvent être des fournisseurs de solutions essentiels pour l'économie,

l'environnement, la santé, l'alimentation et la sécurité mondiale. Mais, les changements créatifs aux politiques sont cruciaux. <u>Cliquez ici</u> pour en savoir plus.

Webinaires de l'ICPA Pleins feux sur les commandites



L'ICPA reconnaît le soutien global de ses nombreux partenaires, en particulier celui d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.



Comprendre les répercussions des politiques climatiques sur le secteur agroalimentaire

Suite de la page 1

Alors que le monde entier réclame des politiques plus rigoureuses en matière de changements climatiques, on s'inquiète de plus en plus des répercussions des stratégies de tarification du carbone sur la compétitivité de la production agroalimentaire nationale. Si rien n'est fait, les importations en provenance de pays ayant des politiques climatiques beaucoup moins ambitieuses pourraient inonder le marché, ou pire, pousser les industries nationales à installer leur production ailleurs. Afin d'uniformiser les règles du jeu pour les producteurs nationaux, certains envisagent d'imposer des ajustements à la frontière pour le carbone, mais une telle politique est très complexe et a des conséquences imprévues sur les fuites de carbone et la sécurité alimentaire. Par conséquent, l'industrie agroalimentaire mondiale se trouve à un moment critique. Elle est confrontée au défi d'atteindre nos objectifs communs en matière de changement climatique tout en veillant à ce que les flux commerciaux puissent continuer à nourrir un monde affamé.

C'est ce défi qui a rassemblé des experts de l'industrie, du gouvernement, des ONG et du milieu universitaire du monde entier à la Conférence virtuelle sur le commerce international et les changements climatiques, organisée par l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) et la Farm Foundation des États-Unis. Les discussions ont permis d'obtenir une meilleure compréhension de la façon dont les règles, les politiques et les accords commerciaux interagissent avec les politiques nationales sur les changements climatiques et, en fin de compte, de l'incidence sur la compétitivité, la production, les prix et la sécurité alimentaire mondiale en agriculture et en agroalimentaire.

Au cours de la conférence, des économistes, des spécialistes des politiques et des dirigeants du secteur agroalimentaire ont discuté d'une réalité alarmante: bien que les plus grands émetteurs du monde s'entendent sur la nécessité de lutter contre les changements climatiques, leurs plans individuels, s'ils ne sont pas coordonnés, risquent d'empirer les choses. La plus récente proposition de ce type est l'Accord vert de l'Union européenne, qui cherche à imposer un mécanisme d'ajustement à la frontière pour le carbone qui imposerait des tarifs sur les importations en provenance de pays sans mesures comparables d'atténuation des émissions. L'espoir est d'empêcher les importations à teneur élevée de carbone de remplacer les produits nationaux qui ont des coûts d'intrants et de production plus élevés, ou de transférer la production à l'étranger vers des pays ayant des politiques climatiques moins restrictives.

Cependant, l'élaboration et l'exactitude des mesures de l'intensité en carbone des produits compliquent la mise en œuvre des ajustements à la frontière pour le carbone, en particulier pour les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire qui sont exposés au commerce et qui présentent une grande variabilité régionale. L'introduction des ajustements à la frontière pour le carbone soulève également des questions sur les implications pour la sécurité alimentaire, ainsi que sur la légalité de ces mesures frontalières et sur leur conformité aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Richard Heath, directeur général de l'Australian Farm Institute, convient que la mesure est une préoccupation croissante. « Pendant un certain temps, nous avons fait du commerce grâce à notre réputation d'être propres et écologiques, mais la réputation ne sera plus suffisante », déclare M. Heath. « Il faudra une base de données probantes, il faudra des données que vous pourrez utiliser pour démontrer vos compétences en environnement. » Et ces données devront être transférables. Elles devront décrire les choses qui sont échangeables, qui peuvent être clairement comprises, définies en utilisant une terminologie commune, afin que nous puissions fonctionner dans un marché mondial. »

Comprendre les répercussions des politiques climatiques sur le secteur agroalimentaire

Suite de la page 4

Entre-temps, le 22 avril, les États-Unis ont dévoilé leur propre plan ambitieux de lutte contre les changements climatiques qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50 à 52 % par rapport aux niveaux de 2005, à l'appui de leur engagement renouvelé d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. En revanche, le Canada propose de réduire les émissions de 40 à 45 % au cours de la même période. Bien que les détails exacts des deux plans, y compris leurs répercussions directes sur le secteur agroalimentaire, n'aient pas encore fait surface, les deux cibles dépassent de loin les objectifs précédents et ouvrent la voie à une amélioration en Amérique du Nord en ce qui concerne les changements climatiques à venir.

Pour le Canada, une politique climatique efficace tiendra inévitablement compte des préoccupations des Américains et des Mexicains. Même si les termes « changements climatiques » n'apparaissent nulle part dans l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), les panélistes ont vu des développements prometteurs dans le document, sur des sujets allant de la modification génétique à la salubrité des aliments et le partage de données. Contrairement à son prédécesseur, il y a maintenant un chapitre qui porte sur l'environnement, et c'est l'un des chapitres les plus évolués d'un accord commercial. Ce qui importe encore plus, c'est qu'il est assujetti au règlement des différends et institutionnalise la structure de coopération entre les trois pays.

Kenneth Smith-Ramos, associé chez Agon, a fait valoir que la coopération nord-américaine est plus impérative que jamais. « Je pense que l'une des tâches (et l'ACEUM y contribue) est que les trois gouvernements s'assoient et commencent vraiment à considérer notre région comme un bloc économique. Il s'agit d'un périmètre de production unique, grâce auquel la production conjointe des trois pays permet de réduire les coûts, d'améliorer la qualité et de concurrencer efficacement le reste du monde. »

Richard Heath est allé au-delà des implications régionales pour faire valoir que la politique climatique d'un pays ou d'un bloc économique peut avoir des répercussions sur le monde entier. La dépendance de l'Australie à l'égard de l'accès au marché chinois et l'attente de futures restrictions des émissions de carbone sont suffisantes pour imposer des mesures, déclare M. Heath. « L'implication de la Chine dans ce que nous faisons n'est que l'anticipation que les exigences d'être carboneutre feront partie de la capacité d'accéder aux marchés chinois à l'avenir. Ce sera simplement le prix d'accès à n'importe quel marché. »

D'autres panélistes ont demandé des investissements importants en recherche et développement dans le secteur agroalimentaire. David Blandford, professeur émérite à l'Université Penn State, a fait état des prédictions du U.S. Department of Agriculture selon lesquelles des technologies plus sophistiquées de réduction des émissions sont nécessaires pour aider l'industrie agroalimentaire à récupérer les pertes importantes découlant de la tarification du carbone. M. Blandford a ajouté que l'investissement actuel dans les technologies d'amélioration de la productivité aura des effets retentissants à long terme, améliorera la qualité du sol et de l'eau, réduira l'empreinte carbone et rendra les fermes plus rentables.

Le régime commercial international tend vers un marché décarbonisé, et les exportateurs du monde entier doivent être prêts. Sans des mesures scientifiques fiables et cohérentes entre les pays, les produits et les chaînes d'approvisionnement, il sera de plus en plus difficile de s'y retrouver dans la politique climatique et ses répercussions commerciales. Le message retentissant de la conférence? Il est impératif de poursuivre le dialogue entre les gouvernements et l'industrie si nous voulons respecter nos engagements en matière de changements climatiques et maintenir les échanges commerciaux à l'échelle mondiale.